

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1er Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Lu fin juillet sur le livre de condoléances du **Dr Li Wenliang**, ce médecin de l'hôpital de Wuhan qui avait averti du virus, avait été arrêté et est décédé du Covid : « J'espère que la Chine pourra rester loin de la guerre pour toujours / Dr. Li, j'ai vu trop d'injustice ces six derniers mois. Pourquoi les fonctionnaires prennent-ils le parti opposé des gens qu'ils sont censés servir ? »

Éditorial

En ce mois d'août, il est inquiétant de constater la succession d'exercices militaires et de déploiement de forces armées diverses autour de la Chine. Les budgets militaires se sont emballés. Hier, la Chine était la destination privilégiée des capitaux et des industriels étrangers pour le bas coût du travail et l'ordre garanti par la répression du pouvoir. Aujourd'hui, elle est présentée comme un ennemi dangereux. Pourtant, hier comme aujourd'hui, le régime politique en place à Pékin interdisait les libertés d'expression, de manifestation et d'organisation comme il continue de le faire. « *Nous sommes au bord de la guerre avec la Russie et la Chine sur des problèmes que nous avons en partie contribué à créer, sans aucune idée de comment ces problèmes vont se terminer ou de ce qu'ils sont censés devenir* », a déclaré Kissinger, l'homme du voyage à Pékin avec Nixon en 1972 (« Wall Street Journal », 12 août). Que Mme Pelosi, numéro trois des Etats-Unis, passe une nuit à Taïwan – question brûlante – pour chercher son Grand Cordon de l'Ordre des pluies propices n'est bien sûr pas anodin...

Les peuples ne veulent pas des guerres que les puissants décident, les travailleurs en sont toujours les premières victimes. Et les travailleurs chinois, qu'ils vivent en Chine continentale, à Taïwan ou à Hong Kong, n'en veulent pas non plus.

Gagner sa vie est déjà assez difficile pour les travailleurs chinois du continent dans une situation qui ne cesse de se dégrader. Il est clair que les dirigeants ont dû renoncer à l'objectif déjà très bas de 5,5 % de croissance économique cette année. Les raisons ? Citons en vrac la politique drastique du zéro Covid et son application parfois sauvage par des bureaucrates zélés qui a conduit à un confinement des dizaines de millions de citoyens, à la fermeture d'entreprises, d'usines, de services publics et donc conduit au chômage des millions de travailleurs ; la sécheresse qui fait mourir des récoltes ou qui réduit de moitié le débit d'un fleuve comme le Yangtsé-Kiang, où le plus grand barrage hydro-électrique du

pays ne peut plus alimenter usines et parfois services publics ; la crise de l'immobilier ; l'inflation qui frappe le porte-monnaie quand on veut acheter du porc ou des légumes ; le chômage parmi les jeunes qui ne cesse de croître depuis des mois : officiellement, on frôle les 20 % en ville !

Même les couches moyennes sont touchées : « *Mme Men a eu des difficultés financières pendant le confinement de Shanghai en avril et mai. Son salaire mensuel de 6 000 yuans après impôts [trois fois le salaire minimum de la ville] lui permettait déjà à peine de payer son emprunt immobilier et ses autres factures. Le confinement a fait grimper en flèche le prix des denrées alimentaires, ce qui l'a mise dans le rouge* » (revue « Sixth Tone », 15 juillet).

Les travailleurs migrants – qui représentent environ un tiers de la main-d'œuvre – ont été encore plus durement touchés, car ils ne bénéficient pas du système de protection sociale. « *Ils ont largement épuisé leurs économies après les épidémies répétées de ces deux dernières années* », explique un Centre social de Pékin : 73 % avaient subi des réductions de salaire en raison des récentes épidémies et 45 % disent que leur travail avait été encore plus touché que lors de l'épidémie de 2020... Plus de 70 % d'entre eux craignent que la pandémie continue d'avoir un impact sur leurs revenus.

Des millions d'internautes avaient appris en début d'année le cas de Yue Zongxian, travailleur migrant positif au Covid, dont le traçage allait montrer que, pendant les quinze jours précédents, cet ouvrier de 44 ans avait travaillé dans vingt-huit lieux différents : cuisines de restaurants, chantiers de rénovation, collecte d'ordures. Souvent engagé pour transporter des sacs de sable et de ciment en pleine nuit, quand les camions sont autorisés à rouler, il gagnait péniblement 1 yuan (0,14 euro) par sac de 50 kilos...

Pendant ce temps, ceux qui laissent exploiter les travailleurs sans vergogne et bafouer leurs droits s'engraissent, tels ces bureaucrates et leurs affidés qui ont monté en quelques semaines des sociétés d'ingénierie de semi-conducteurs pour bénéficier d'une manne de plusieurs milliards de fonds publics, cet ancien patron de la

police qui a admis lors de son procès avoir reçu des millions d'euros de pots-de-vin ou encore ces dirigeants locaux du Henan acoquinés à des bandes mafieuses pour piller les fonds de banques (voir au verso).

Des organisations indépendantes. Les travailleurs ont besoin de défendre leurs intérêts face à la crise, besoin donc d'organisations qui prennent en compte ces intérêts de façon indépendante du pouvoir. Les syndicats « officiels », parce qu'ils dépendent du bon vouloir du Parti communiste chinois (PCC), ne peuvent s'en charger (voir au verso à ce propos un document sans équivoque). C'est ce que montre à nouveau le combat des livreurs de repas de Foodpanda à Hong Kong, qui sont repartis en campagne pour une meilleure protection alors qu'un livreur a été victime d'un accident fin juillet (voir au verso). Pour faire valoir leurs intérêts, les livreurs avaient constitué l'Association de défense des droits des livreurs qui avait dirigé une grève en partie victorieuse en novembre dernier.

Les travailleurs n'ont donc pas renoncé dans une situation très difficile à Hong Kong, où 62 syndicats ne sont plus enregistrés officiellement, soit à leur demande, soit pour cause d'autodissolution ; 47 de ces syndicats avaient été fondés lors du grand mouvement populaire de 2019-2020.

N'oublions pas ces trois syndicalistes en prison. Lee Cheuk-yan, secrétaire général de la confédération syndicale HKCTU, arrêté le 28 février puis le 9 septembre 2021 et en prison depuis pour organisation et participation à des rassemblements non autorisés les 18 et 31 août, 1^{er} octobre 2019, puis 4 juin 2020. Il est condamné au total à 20 mois de prison, plus 3 semaines pour avoir fait obstacle à un policier (sic !). Il attend en outre d'être jugé par la Haute Cour pour « incitation à la subversion ». Carol Ng, présidente de la HKCTU, arrêtée le 6 janvier 2021 et en attente de son procès devant la Haute Cour pour « conspiration en vue de commettre une subversion ». C'est aussi le cas de Winnie Yu, présidente du syndicat des employés des hôpitaux publics, arrêtée le 6 janvier 2021, en prison aussi pour la même accusation. ●

Manifestation contre les corrompus

DÉPUIS LE 15 AVRIL, des milliers d'infortunés citoyens des campagnes de la province du Henan ne pouvaient plus retirer d'argent de leur propre compte bancaire. Ils avaient pétitionné et manifesté de cent façons malgré le harcèlement de responsables locaux du Parti communiste chinois (PCC), d'employeurs les menaçant de licenciement, de nervis qui les persécutaient à domicile, eux et leur famille. En vain... Alors, dimanche 10 juillet, ils sont venus à un millier des villages de la province pour manifester devant la succursale de la Banque centrale de Chine, à Zhengzhou, la capitale provinciale. Ils ont exigé avec des banderoles et des slogans d'avoir accès à leur compte bloqué dans quatre petites banques rurales. L'affaire concernerait en fait quelque 100 000 personnes et des dépôts grimperaient à hauteur de 1,5 milliard d'euros !

La police a tout bonnement dispersé violemment le sit-in, avec l'aide

de mystérieux sbires qui tabassaient les protestataires. Mais l'affaire n'en restera sans doute pas là... En juin, les autorités avaient sanctionné cinq fonctionnaires qui avaient fait passer au rouge le code sanitaire de milliers de personnes lésées pour les empêcher d'aller manifester. Puis d'autres interpellations ont suivi. L'affaire semble d'importance et impliquer de larges secteurs corrompus du PCC. La police dit avoir procédé à deux vagues d'arrestations et le début de l'enquête montre qu'un réseau mafieux opérant depuis 2011 a siphonné les fonds de ces banques rurales. Dix ans de malversations et de collusion des cercles locaux du pouvoir ! Tout cela n'est pas vraiment nouveau, mais l'affaire intervient alors que le chef suprême du PCC Xi Jinping vient de se féliciter des résultats de sa campagne de lutte contre la corruption engagée il y a dix ans, et cela à quelques mois seulement du 20^e congrès du Parti. ●

La vie d'un livreur, c'est 1000 euros !

L AVAIT 59 ANS et livrait des repas pour Foodpanda à Hong Kong. Il se rendait au travail le 26 juillet un peu avant 8 heures du matin sur son cyclomoteur quand une collision avec un autobus lui a ôté la vie. La direction de Foodpanda a mis dix heures pour appeler la famille et lui dire qu'elle verserait un peu plus de 1000 euros ! Pour ces patrons exploités, la vie d'un employé, souvent unique soutien d'une famille, vaut 1000 euros !

Une délégation s'est rendue le 28 juillet à la direction de Foodpanda avec une pétition pour exiger qu'une assurance couvrant notamment les accidents de trajet, les pauses toilettes et repas soit mise en vigueur car les livreurs ne sont couverts que pendant la période qui sépare la réception d'une commande jusqu'à la livraison. Pour revenir sans commande ou aller aux toilettes, il n'y a plus rien... « *On fonce sous le soleil et sous la pluie en espérant joindre les deux bouts, mais s'il arrive quelque chose, l'assurance, avec un niveau de prestations aussi bas, ne pourra pas nous faire vivre, nous et notre famille* », indique la pétition, qui demande que le gouvernement « *protège les coursiers par une législation ou une réglementation dans les meilleurs délais* ». ●

Ces deux semaines avant le massacre du 4 juin 1989...

« *Les travailleurs ont exprimé clairement la vision de la démocratie à laquelle ils aspiraient* », écrit Yueran Zhang. Comment ? Nous poursuivons la publication d'extraits de sa contribution (voir les précédentes « Lettres »).

AU NOM DE LA RÉFORME de l'autonomie des entreprises de 1984, les directions d'entreprises se virent confier un pouvoir discrétionnaire pour l'organisation du travail, nourrissant la toute-puissance des directeurs d'usine, à l'image des patrons privés. Les assemblées des employés et ouvriers, que le pouvoir avait chargé d'assurer la démocratie dans les entreprises au début de la réforme, se virent dépouillées de leurs prérogatives. Les travailleurs perdirent alors le pouvoir limité qu'ils avaient sur les décisions que prenait l'usine et se trouvèrent confrontés au despotisme des directions, par exemple à propos des temps de repos ou des congés maladie, mais aussi des affectations et des promotions. Plusieurs ouvriers ont raconté que le plus exaspérant pour eux était que les directeurs les traitaient de façon indigne.

Opprimés, maltraités, spoliés de leur dignité et confrontés à ces inégalités de pouvoir, les ouvriers aspiraient à la démocratie d'abord et avant tout à l'usine, sur leur lieu de travail. Dans les tracts des premières organisations ouvrières autonomes sur la place Tian Anmen, on relevait un idéal d'organisation démocratique où se mêlaient des critiques sévères du système de « syndicalisme officiel », qui ne représentait pas véritablement les travailleurs, et un projet où les travailleurs avaient le droit de constituer des syndicats indépendants, de contrôler les directions d'entreprise et de négocier collectivement. (...) Cette démocratie telle que définie par les travailleurs impliquait le remplacement de la bureaucratie par une gestion ouvrière et le premier pas pour atteindre cet objectif était la constitution d'organisations ouvrières indépendantes au sein des usines. ●

Dirigeant du syndicat et... ministre du Travail

LES PREMIERS MOIS qui ont suivi la prise du pouvoir en 1949 ont vu déferler des vagues ouvrières. Le chercheur Mark Frazier écrit : « *Des milliers d'ouvriers du privé devenus chômeurs à la suite de l'effondrement de l'activité industrielle pendant la guerre civile furent de retour à leur usine pour exiger qu'on leur redonne leur travail ; ils voulaient des salaires plus élevés, une amélioration des conditions de vie et de travail. Dans les entreprises d'État, les cadres militaires du Parti communiste qui avaient été placés dans certaines usines cruciales pour contrôler les directeurs d'usine prirent souvent le pouvoir, entraînant des bouleversements prévisibles pour les activités essentielles* »

Li Lisan, un des dirigeants du Parti communiste chinois (PCC), se vit alors confier dans le même mouvement la direction du syndicat ACFTU et le ministère du Travail. Lors d'une conférence syndicale en novembre 1949, Li Lisan reconnaît que la situation est intenable : « *Dans les entreprises privées, la victoire eut immédiatement, dans chaque ville, pour conséquence un déferlement de combats ouvriers. Comme les capitalistes avaient perdu le soutien du régime réactionnaire, ils ne pouvaient que céder aux exigences des masses. Pourtant, les revendications des travailleurs étaient parfois excessives. Leurs actions et les formes que prenait leur combat étaient dans certains cas exagérées. Cela a provoqué la fermeture de certaines entreprises,*

des arrêts de la production et la désertion des capitalistes. Tout cela au détriment des intérêts primordiaux de la reprise et du développement de la production. »

En août 1950, un débat a lieu à la suite de la publication d'un article à la fois dans l'organe officiel du PCC et dans l'organe du syndicat ACFTU. L'auteur de l'article affirme que le syndicat s'est détaché des masses et que dans les entreprises d'État il faut admettre que le syndicat peut avoir un point de vue différent de celui du Parti. Une campagne officielle se développe contre le « bureaucratisme » qui règne dans le syndicat.

Li Lisan estime, en septembre 1951, que « *dans les entreprises d'État, les travailleurs en étant les propriétaires, il n'y a pas de conflit de classes ni d'exploitation et en conséquence le développement de la production est toujours bénéfique à l'individu et à l'intérêt général de la classe ouvrière* ». Mais, précise-t-il, il reste des contradictions mineures, à propos des conditions de vie et de travail des ouvriers, d'où la nécessité d'un syndicat puissant dans les entreprises d'État. Il demande alors à Mao Zedong de prendre position dans ce débat.

La réponse ne tombe qu'en décembre : il est limogé pour avoir « *nié le rôle du Parti comme guide du syndicat et considéré le syndicat comme la représentation la plus haute de la classe ouvrière* ». ●

(Source : « La Chine prolétaire », extraits)